

Harm Reduction Drug Policy

WHEREAS in 1996, the Canadian Bar Association urged governments to:

- foster the use of alternatives to imprisonment and the use of treatment programs for offenders with substance abuse problems;
- promote the creation and implementation of programs and institutions specialized in substance abuse treatment; and
- stimulate proactive discussion and united action to reach a general and multidisciplinary solution to the problem of substance abuse, particularly concerning offenders;

WHEREAS the current criminal law prohibition approach to drug use ignores proven harm reduction strategies, results in inefficient use of public resources, and actually increases violent criminal activity;

WHEREAS the *Safe Streets and Communities Act* greatly expanded mandatory minimum sentences for drug crimes, which will lead to increased prices for consumers of drugs, increased profits for organized crime, and decreased public safety;

Politique antidrogue visant la réduction des risques

ATTENDU QU'en 1996, l'Association du Barreau canadien exhortait les gouvernements à :

- favoriser le recours aux mesures de rechange autres que l'emprisonnement, ainsi que le recours à des programmes de traitement pour les délinquants toxicomanes;
- promouvoir la création et l'implantation de programmes et d'organismes se spécialisant dans le traitement pour les toxicomanies;
- faciliter un dialogue proactif et une action concertée afin de permettre une solution globale et multidisciplinaire au problème de la toxicomanie, notamment chez les délinquants;

ATTENDU QUE l'approche actuelle visant à interdire au moyen d'une loi pénale l'usage de drogues fait fi des stratégies éprouvées en matière de réduction des risques, entraîne une utilisation inefficace des ressources publiques et un accroissement, dans les faits, de l'activité criminelle violente;

ATTENDU QUE la *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* a grandement élargi la portée des peines minimales obligatoires pour les crimes liés à la drogue, ce qui entraînera une hausse des prix de la drogue pour les consommateurs, une augmentation des profits

WHEREAS the Supreme Court of Canada held in 2011 that the supervised injection site in Vancouver (INSITE) saves lives and improves public safety and, “(w)here ... the evidence indicates that a supervised injection site will decrease the risk of death and disease, and there is little or no evidence that it will have a negative impact on public safety, the Minister should generally grant an exemption” pursuant to section 56 of the *Controlled Drugs and Substances Act*;

WHEREAS numerous Parliamentary studies and government Commissions have recommended a harm reduction approach, using a civil law rather than a criminal law approach, as the best option for Canada to regulate and control the consumption of drugs;

WHEREAS the history of colonialism, in particular the trauma of the residential school experience and its inter-generational impacts, has resulted in Indigenous persons experiencing disproportionate states of health crises and impacts of the criminalization of addiction;

des groupes du crime organisé et une diminution de la sécurité publique;

ATTENDU QUE la Cour suprême du Canada a statué, en 2011, que le centre d’injection supervisée à Vancouver (INSITE) permet de sauver des vies et d’améliorer la sécurité publique et que : « [d]ans les cas où ... la preuve révèle que l’existence d’un site d’injection supervisée diminuera le risque de décès et de maladie et où il n’existe guère, sinon aucune preuve qu’elle aura une incidence négative sur la sécurité publique, le ministre devrait en règle générale accorder une exemption » en application de l’article 56 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

ATTENDU QUE de nombreuses études parlementaires et commissions gouvernementales ont privilégié une approche axée sur la réduction des risques, se fondant sur le droit civil plutôt que sur le droit pénal, comme représentant la meilleure alternative pour le Canada afin d’être en mesure de réglementer et de contrôler la consommation de drogues;

ATTENDU QUE l’histoire du colonialisme et, notamment, les traumatismes soufferts par les autochtones dans les pensionnats ainsi que les répercussions intergénérationnelles de cette expérience se sont traduits, pour les peuples autochtones, par des états de santé critiques et

WHEREAS a harm reduction approach, using regulation and taxation rather than criminal prohibition, would save lives, reduce harm to users, and allow resources currently spent on law enforcement and incarceration to be redirected to healthcare and treatment options and other regulatory expenses;

WHEREAS a silo approach to treating the complex concurrent underlying issues of drug use is counterproductive and economically inefficient;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge the federal government to:

- use evidence-based medical, social and health practices to address the effects of drug use;
- adopt legislation and policies that provide opportunities for drug users to access health and social supports rather than subjecting them to criminal sanctions;

des répercussions de la criminalisation de la toxicomanie disproportionnés;

ATTENDU QUE l'adoption d'une approche axée sur la réduction des risques, par la réglementation et la taxation plutôt que par l'interdiction criminelle, permettrait de sauver des vies, de réduire les effets nocifs pour les consommateurs, et de faire en sorte que les ressources qui sont présentement affectées à l'application de la loi et à l'incarcération soient plutôt affectées aux soins de santé, aux options de traitements, ainsi qu'à d'autres dépenses liées à la réglementation;

ATTENDU QU'il est contreproductif et économiquement inefficace d'adopter une approche compartimentée du traitement des enjeux fondamentaux complexes et concomitants de la consommation de drogues;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien exhorte le gouvernement fédéral à :

- appliquer des pratiques médicales et sociales ainsi que des pratiques en matière de santé qui sont fondées sur des données factuelles, afin d'agir sur les répercussions de la consommation de drogues;
- adopter des lois et des politiques qui offrent aux consommateurs de drogues des possibilités d'accès à des services de soutien en matière de santé et de soutien social, au lieu de les assujettir à des sanctions criminelles;

Resolution 13-01-A

- commit funding to a progressive and integrated national strategy directed at mental illness, homelessness and the other underlying causes of addiction; and
- immediately permit the establishment of accessible, safe, supervised injection sites and treatment programs, including adequate treatment beds, housing and care facilities.

Certified true copy of a resolution carried by the Council of the Canadian Bar Association at the Annual Meeting held in Saskatoon, SK August 17-18, 2013.

Résolution 13-01-A

- engager des fonds pour le financement d'une stratégie nationale, progressiste et cohérente, qui vise la maladie mentale, l'itinérance et les autres causes sous-jacentes de la toxicomanie; et
- immédiatement autoriser la création de centres d'injection supervisée et de programmes de traitement accessibles et sécuritaires, qui offriront notamment des lits adaptés pour les traitements, des installations de soins de santé et des logements adéquats.

Copie certifiée d'une résolution adoptée par le Conseil de l'Association du Barreau canadien, lors de son Assemblée annuelle, à Saskatoon, SK les 17 et 18 août 2013.

**John D.V. Hoyles
Chief Executive Officer/Chef de la direction**